



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

M_DL240624_074

MARCHES PUBLICS - ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES, PÉRIPHÉRIQUES ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° M_DL240219_012 DU 19 FEVRIER 2024

ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° M_DL240219_012 DU 19 FEVRIER 2024

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Lors du conseil municipal du 19 février 2024, je vous ai présenté la délibération n° M_DL240219_012 relative à la passation d'un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS concernant le lancement d'accords-cadres pour l'acquisition de matériels et de licences informatiques pour les services de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Après réflexion sur la constitution du dossier de consultation et pour des raisons techniques, il est nécessaire de revoir l'allotissement ainsi que les montants maximums annuels de commande pour ces accords-cadres.

Une nouvelle délibération qui annule et remplace la précédente doit donc être présentée pour le lancement de ce dossier.

L'accord-cadre de consommables informatiques, actuellement intégré aux accords-cadres de fournitures de bureau, lancé en groupement de commandes avec la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole et arrive à échéance le 31 décembre 2024.

Pour permettre une bonne continuité des services publics en fournissant aux personnels des services de la Ville et aux personnels du CCAS des matériels adéquats et similaires, mais aussi pour faciliter la gestion de ces matériels par la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique de la Ville, il est nécessaire de relancer une consultation et d'y inclure les accords-cadres de matériels informatiques, périphériques informatiques et l'acquisition de consommables liés aux systèmes d'impression, pour lequel la Ville ne souhaite pas adhérer à nouveau dans un futur groupement de commandes avec la Communauté Urbaine en 2025.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise :

- Que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier les accords-cadres ;
- Que la commission marchés du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- que chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter ses propres accords-cadres,

Les accords-cadres seront allotés de la façon suivante :

Lot 1 : matériels informatiques (pc fixe, portables, écrans) ;

Lot 2 : périphériques informatiques (câbles, pochettes de transport ...) ;

Lot 3 : consommables liés aux systèmes d'impression (cartouches imprimantes et multifonctions) ;

A l'issue de la procédure, les accords-cadres seront signés pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2025, puis reconductible tacitement 1 fois, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Les montants maximums annuels de commandes pour la Ville seront les suivants (ces montants seront identiques pour les deux années) :

Lot 1 : matériels informatiques : 40 000 euros HT

Lot 2 : périphériques informatiques : 20 000 euros HT

Lot 3 : consommables liés aux systèmes d'impressions : 12 000,00 euros HT

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Relations entre le Public et l'Administration,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

VU la délibération du conseil municipal du 19 février 2024 relative à la passation d'un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS concernant le lancement d'accords-cadres pour l'acquisition de matériels et de licences informatiques pour les services de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

CONSIDÉRANT

- que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique prévoient la possibilité de constituer des groupements de commandes ;

- qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS afin de constituer des accords-cadres permettant une continuité de service, une uniformisation des matériels informatiques utilisés par les agents de la Ville et du CCAS pour faciliter leur gestion par la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique de la Ville ;

- qu'il est apparu nécessaire de revoir l'allotissement ainsi que les montants maximums annuels de commande pour ces accords-cadres et donc de modifier la convention de groupement de commandes approuvée par délibération du conseil municipal du 19 février 2024.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** les modifications apportées au projet de convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers destiné à la passation des accords-cadres pour

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

l'acquisition de matériels informatiques, périphériques informatiques et consommables liés aux systèmes d'impression et approuvées par délibération du conseil municipal du 19 février 2024 ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ;

Imputation budgétaire
Exercice 2025 et suivants
Budget principal

2183 : matériels de bureau et matériels informatiques
60632 : fourniture de petits équipements
6064 : fournitures administratives

Fonction : toutes fonctions selon les besoins

Montant de la dépense :
Lot 1 : Matériels informatiques
Montant maxi annuel : 40 000,00 euros HT

Lot 2 : Périphériques informatiques
Montant maxi annuel : 20 000,00 euros maxi HT

Lot 3 : Consommables liés aux systèmes d'impression
Montant maxi annuel : 12 000,00 euros HT

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

